

# MONDE FINI, MONDE ENCOMBRE, MONDE UNIFIE ?

PAR

Yves BOYER

Le mouvement vers l'unité à l'échelle planétaire s'est amplifié tout au long de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Jamais l'humanité ne s'est trouvée autant sur la voie de l'intégration que préfigurent les transformations impressionnantes de nombreux Etats (Chine, Brésil, Vietnam, Indonésie...) jusqu'à un passé récent enclavés, isolés, aux modes de production archaïques et pratiquant des échanges parcimonieux avec le reste du monde. C'est de ce mouvement dont il s'agit lorsqu'on s'interroge sur les effets de la mondialisation. Cette dernière a d'abord été considérée à travers ses réalités économiques, financières et commerciales. Elle l'était beaucoup moins sur ses effets géopolitiques créateurs de nouvelles formes de compétition, mais aussi d'interdépendances et de solidarités<sup>1</sup>. La mondialisation, d'abord regardée comme une évolution économique est, en effet, devenue bien plus que cela. Elle a acquis sa dynamique propre pour devenir un processus créateur d'un monde nouveau fondé sur l'appartenance à une communauté « globalisée » s'exprimant en « globish », partageant, comme jamais auparavant, codes, modes et préoccupations identiques.

Les bouleversements qu'elle engendre inquiètent car, à côté des progrès humains, culturels et technologiques considérables qu'elle porte, elle donne en même temps le sentiment d'une « *déstructuration générale [...] qui produit de nouveaux clivages et de nouvelles tentatives [...] de restructuration qui modifient profondément les règles et les limites de la politique et de la stratégie* »<sup>2</sup>. Cette « déstructuration » est inhérente à l'évolution d'un monde qui se dirigea vers davantage d'unité abolissant distance et temps et qui génère des émotions et des aspirations partagées même si elles touchent des cultures différentes. La mondialisation fait prendre conscience de la finitude du monde, ce qui, en retour, suscite l'ennui lié à la monotonie provoquée par la disparition des rêves de rivages lointains. A l'exaltation succède, paradoxalement, la désillusion. Ce phénomène n'est pas propre à notre époque. Dans ses *Lettres du lac de Côme*, si mélancoliques, écrites en 1925, Romano Guardini écrivait : « *partout on rencontre des êtres inquiets, angoissés de responsabilité, qui entreprennent avec ardeur un travail suivant les vieilles méthodes, mais on sent partout l'impuissance* »<sup>3</sup>. Dans le monde globalisé, les sociétés sont devenues particulièrement anxiogènes, ce qui, paradoxalement, les rapproche des sociétés chasseresses de jadis : « *là où il s'agissait de maîtriser la chance pour trouver du gibier, il faut maintenant contrôler cette même chance pour réussir les meilleures opérations boursières, prendre au mieux le risque financier, effectuer des décisions 'rationnelles' [...] Comme dans les sociétés chasseresses nous vivons dans l'anxiété de ne pas maîtriser les phénomènes qui nous entourent* »<sup>4</sup>.

---

· Directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France) et chargé de cours de Géopolitique et de stratégie à l'Ecole polytechnique (France).

<sup>1</sup> Cf. notamment les dossiers consacrés à la mondialisation par la Documentation française : « Mondialisation : une gouvernance introuvable », *Questions internationales*, n° 43, mai-juin 2010 ; « Mondialisation et crises financières », *Questions internationales*, n° 34, nov.-déc. 2008.

<sup>2</sup> Pierre HASSNER, « Incertitudes stratégiques et ambiguïtés politiques », *Revue de Défense nationale*, avr. 2010.

<sup>3</sup> Romano GUARDINI, *Lettres du Lac de Côme*, Editions du Cerf, 1955.

<sup>4</sup> Benoît VERMANDER, *L'Empire sans milieu*, Desclée de Brouwer, 2010. B. Vermander est un prêtre jésuite qui enseigne les sciences religieuses à l'université Fudan de Shanghai.

Certes, le chaos étend toujours et encore son voile de misère et de conflits en de nombreux endroits de la planète. Chaos et misère sont le plus souvent dus à des archaïsmes inhérents à la nature humaine prompte aux dérèglements des passions. L'archaïsme dans la gouvernance finit par provoquer des imbroglios politiques inextricables comme au Proche-Orient, des situations ubuesques comme en Corée du Nord ou encore le désordre à répétition comme en Afrique, avec une corruption endémique qui attise les conflits interethniques. L'archaïsme dans certains codes religieux qui pourraient justifier, aux yeux d'extrémistes islamistes, le massacre des innocents par le recours systématique – avant tout dans les pays musulmans – aux attentats contre les Chiïtes par les Sunnites, des Kurdes contre les Arabes, des radicaux islamistes contre les chrétiens d'Orient et d'Al Qaïda et ses affidés contre tout le monde. Archaïsme aussi dans la conduite des affaires financières mondiales, dont l'opacité et l'absence de règles prudentielles fondées sur une éthique de la responsabilité a conduit à l'un des pires dérèglements financiers qu'a connus la planète depuis la crise de 1929. Les marchés financiers semblent ne plus obéir qu'à des impératifs dont les critères de satisfaction viennent heurter les Etats avec une vigueur telle qu'ils peuvent contrecarrer les effets des politiques étatiques de relance par le biais des investissements publics. A côté de ce sentiment d'échec existe pour autant matière, sinon à l'optimisme, tout au moins à l'espérance, en un progrès considérable, à portée de la main pour un très grand nombre d'individus privés jusqu'à il y a peu de la prospérité longtemps réservée aux pays du monde « développé ». La mondialisation apporte de nouvelles formes de solidarité, elles-mêmes créatrices d'unité. Elle rapproche les Etats à un point tel qu'on ne sait plus si on s'achemine vers un monde multipolaire ou vers un monde fini et encombré mais unifié.

#### LA MONDIALISATION BOULEVERSE LES DONNEES GEOPOLITIQUES TRADITIONNELLES

Avec la mondialisation « *plus aucun lieu ne peut être considéré comme hors du monde* »<sup>5</sup>. Désormais, ce dernier vit sous le régime du jeu de dominos dans lequel le mouvement d'une seule pièce développe ses effets sur l'ensemble du jeu. Que les finances locales américaines connaissent de très sérieuses difficultés dans un avenir proche – certains analystes l'annoncent pour 2011 –, provoquant de très nombreuses défaillances sur le marché de la dette municipale américaine – de l'ordre de plusieurs centaines de milliards de dollars – et c'est, à nouveau, le système financier international qui en subira le contrecoup. Au-delà du Rio Grande, le succès ou non de l'offensive contre les cartels de la drogue mexicains, depuis que le président Felipe Calderon leur a déclaré la « guerre » en décembre 2006 (30 000 morts en quatre ans, dont 12 456 durant la seule année 2010) déterminera l'intensité et la nature des circuits de drogue et de corruption vers les Etats-Unis ou vers d'autres « marchés » situés en Europe ou en Asie. De la même façon, dans un autre domaine, la Chine prend pied en Europe d'une façon imprévue à l'occasion de la crise financière de 2008-2009 et de ses conséquences sur l'euro ; c'est ainsi que le premier ministre Wen Jiabao déclarait, lors d'une série de visites en Europe en octobre 2010, que la Chine allait faire « *un grand effort pour soutenir la zone euro* » : Pékin, à la tête des plus importantes réserves de change au monde (1 900 milliards d'euros à la fin 2010) pouvait ainsi participer à la consolidation d'un minimum d'ordre financier en se portant au secours d'abord du Portugal (novembre 2010) en achetant des titres de la dette souveraine portugaise mais aussi de la Grèce ; en se portant

---

<sup>5</sup> Christian GRATALOUP, in Cynthia GHORRA-GOBIN (dir.), *Dictionnaire des mondialisations*, Armand Colin, 2006.

acquéreur d'obligations émises par le Trésor grec, elle va, en contrepartie, faire du Pirée le centre de transit de ses marchandises à destination de l'Europe.

Ces interdépendances économiques et financières créent aussi du lien humain entre des communautés qui ne portaient les unes envers les autres que des regards sommaires aux préjugés tenaces<sup>6</sup>. Avec 2 200 milliards d'euros d'échanges commerciaux (2 900 milliards de dollars), la Chine a multiplié par 3 en dix ans son commerce avec l'Australie (70 milliards de dollars en 2010) ; la même année, il atteignait 114 milliards de dollars avec l'Afrique (87,7 milliards d'euros). De son côté, l'Union européenne (UE) reste le principal partenaire commercial de la Chine avec 359 milliards d'euros<sup>7</sup> – c'est ce qui justifie que le quotidien en ligne *Chinadaily* puisse écrire à l'occasion de la visite du vice-premier ministre Li Keqiang en Europe au tout début de 2011 : « le degré d'interdépendance élevé résidant entre ces deux économies, ainsi que la croissance de leur coopération révèlent qu'il est dans l'intérêt de la Chine d'apporter son soutien à l'UE dans les moments difficiles »<sup>8</sup>. 2010 est d'ailleurs l'année où le PNB de la Chine a doublé celui du Japon, jusqu'alors deuxième économie mondiale, et l'Allemagne comme premier exportateur mondial<sup>9</sup>. C'est dans ce contexte que l'Union européenne, lors de la rencontre Chine-UE de septembre 2010, a mis sur la table la question, en Chine, des droits de propriété intellectuelle et l'ouverture de son marché aux entreprises étrangères. Déjà en 2007, les Chinois avaient cherché sans succès à adhérer au *Government Procurement Agreement* de l'OMC, qui la contraindrait à ouvrir davantage ses marchés publics<sup>10</sup>. Ces évolutions commerciales, monétaires et industrielles ne sont pas propres à l'essor de la Chine : on les retrouve dans de nombreux domaines et entre partenaires multiples, comme de très abondants exemples le démontrent<sup>11</sup>. C'est ainsi que progresse ce mouvement d'unité évoqué précédemment, y compris entre partenaires que tout semblait opposer.

Cette compénétration des économies par le biais de la finance et des échanges commerciaux contribue aussi à rapprocher des Etats peu enclins, jusqu'alors, à s'entendre et à coopérer. En visite officielle en Inde en décembre 2010, la première depuis 2005, le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, a conclu une série d'accords commerciaux avec ses homologues indiens à hauteur de 16 milliards de dollars. La Chine espère ainsi consolider sa place de premier partenaire commercial de l'Inde et favoriser la croissance de son grand voisin d'outre-Himalaya. Lors de ses entretiens, Wen Jiabao a insisté sur la complémentarité qui pouvait exister entre le savoir-faire en matière informatique indien et celui des Chinois en matière d'ingénierie et de grands travaux, alors même que l'Inde s'apprête à lancer une série de grands chantiers d'infrastructure à hauteur de 1 000 milliards de dollars. D'ailleurs, à l'issue du voyage du dirigeant chinois, les deux pays ont manifesté leur volonté de porter leur commerce bilatéral à 100 milliards de dollars par an en 2015. Ces signes positifs se

---

<sup>6</sup> Ces partenariats couvrent aussi des pays de l'UE qui ne connaissent pas de difficultés financières. C'est ainsi, par exemple, qu'à l'occasion de la visite du chancelier allemand Angela Merkel à Pékin, en juillet 2010, une série d'accords ont été conclus, notamment un partenariat à hauteur de 800 millions d'euros entre Daimler-Benz et Beiqi Foton Motor, le grand constructeur de camions chinois.

<sup>7</sup> « La Chine ne résoudra pas la crise de la dette souveraine européenne », *Les Echos*, 28 déc. 2010.

<sup>8</sup> Cf. le site Internet [www.chinadaily.com.cn/fr/editorial/2011-01/07/content\\_11810895.htm](http://www.chinadaily.com.cn/fr/editorial/2011-01/07/content_11810895.htm).

<sup>9</sup> Sur les dix principaux ports à conteneurs en 2009, six étaient chinois (Shanghai, Hong Kong, Shenzhen, Guangzhou, Ningbo et Qingdao), deux autres se situaient en Asie (Singapour et Busan), un dans le golfe arabo-persique (Dubai) et un aux Etats-Unis (Long Beach). Rotterdam était le onzième sur la liste. Il est à noter que les trois grands ports à conteneurs européens (Rotterdam, Anvers et Hambourg) traitent autant de conteneurs (25,6 millions) que le premier port mondial (Singapour). « Les trafics retrouvent des couleurs », *Le Marin*, 23 juil. 2010.

<sup>10</sup> « Le soupçon du protectionnisme toujours omniprésent », *Le Monde*, 22 juil. 2010.

<sup>11</sup> Par exemple, à l'été 2010, une *joint venture* entre Renault, Nissan et Avtovaz a été mise sur pied de telle sorte que les associés construisent une voiture commune en Russie et entendent prendre 40 % du marché automobile russe en 2015 : « Renault, Nissan et Lada vont construire une voiture commune en Russie », *Le Figaro*, 17-18 juil. 2010.

manifestent alors même que perdure un contentieux territorial à propos de l'Aksai Chin – territoire chinois situé aux confins occidentaux de l'Inde et de la Chine – revendiqué en partie par l'Inde, de l'Arunachal Pradesh par la Chine et du tracé des frontières, dans l'Himalaya, qui mine depuis si longtemps les relations entre New Dehli et Pékin. A ces disputes d'un autre âge s'ajoutent des querelles plus « modernes » du monde « globalisé », qui concernent le partage des ressources en eau : le projet chinois de construire une série de barrages sur le Brahmapoutre n'a pu que susciter la crainte des autorités de New Dehli. Lors de sa visite, le dirigeant chinois a pourtant soutenu l'Inde dans son désir de jouer un plus grand rôle au sein des Nations Unies, notamment au sein du Conseil de sécurité. Lors de sa visite en Inde en novembre précédent, le président Obama avait explicitement soutenu l'accession de l'Inde en tant que membre permanent du Conseil de sécurité. Quelques semaines auparavant, il avait également conclu une série d'accords commerciaux avec les autorités de New Dehli à hauteur de 10 milliards de dollars, ce qui paraît modeste eu égard aux projets sino-indiens précédemment évoqués.

Ce vaste remue-ménage est planétaire et s'étend notamment à l'Amérique latine, où le Brésil devient la puissance dominante et n'hésite plus à s'affirmer sur la scène internationale avec des positions originales, comme l'a montré son partenariat avec la Turquie à propos de la question de la prolifération nucléaire en Iran et la déclaration commune des trois pays le 17 mai 2010.

Dans ce *maelström*, la notion de droits de l'homme est vue à travers un prisme différent, qui oblige à repenser l'idée, jusqu'alors admise comme un dogme, que seuls les régimes démocratiques peuvent assurer la prospérité et le développement interne grâce à une croissance économique les propulsant dans l'économie globalisée, très largement fondée sur l'activité tertiaire – cette dernière représente de l'ordre de 70 % de la richesse américaine. La Chine étonne par sa réussite économique, alors même qu'elle vit sous un régime politique autoritaire. Cette situation particulière, où le succès économique coexiste avec un mode d'organisation politique à bien des égards archaïque et non démocratique, n'est pas étrangère à l'histoire chinoise. Lorsque la dynastie Ming transféra la capitale politique à Pékin, soit à proximité des régions du Nord dépositaires de ses origines tant ethniques qu'identitaires – les tombeaux des ancêtres –, on assista à une dissociation des réalités économiques et politiques de même nature, alors même que le centre de gravité économique de l'Empire se situait au sud de la Chine<sup>12</sup>. Cette question du siège du pouvoir et de ses origines identitaires prendra une acuité toute particulière lorsque, à l'issue de la guerre sino-japonaise de 1894, la Mandchourie, où se trouvaient les tombeaux des empereurs Ming, passera sous le contrôle des Japonais. Le mouvement de révolte que cela suscitera en Chine peut être considéré comme le début de la révolte moderne qui allait la conduire à traverser une période révolutionnaire douloureuse, laquelle la propulsera finalement dans l'ère moderne.

L'archaïsme des modes d'organisation politique n'y empêche pas, depuis 1978, un renouvellement « paisible », tout au moins en apparence, et parfaitement codifié de la haute hiérarchie de l'Etat et du Parti. Elle n'empêche pas non plus des débats, certes codés, mais extrêmement féconds, sur l'évolution politique et démocratique chinoise souhaitable dans l'avenir<sup>13</sup>. Cette « musique bien réglée » donne le sentiment de la stabilité, alors même que le grand voisin oriental de la Chine connaît une forme d'instabilité politique – au Japon, dont l'économie stagne depuis de nombreuses années, cinq Premiers ministres se sont succédés au pouvoir entre 2007 et 2010. C'est en large part la Chine qui va redéfinir le jeu international.

<sup>12</sup> Sur ce sujet, cf. le très intéressant ouvrage de Benoît VERMANDER, *op. cit.*

<sup>13</sup> Sur un exemple de débats sur l'avenir du politique en Chine, cf. « Regards sur le politique en Chine aujourd'hui », *Revue Extrême-Orient Extrême-Occident*, n° 31, 2009.

En 2009, la Chine était devenue le premier exportateur mondial, importateur de matières premières, consommateur d'énergie, investisseur financier à l'étranger et constituait le premier marché automobile au monde. Elle prend progressivement le relais des Etats-Unis en tant que clef de voûte de l'économie mondiale, avec toutes les conséquences géopolitiques qui en découleront.

## UN MONDE ENCOMBRE ET FRAGILE

La mondialisation apporte de nombreuses promesses dans un monde fini et encombré où, cependant, à la rareté des ressources correspond une démographie galopante, notamment en Afrique, jusqu'à maintenant largement laissée pour compte. Une série de déséquilibres démographiques, écologiques et économiques caractérisent en effet l'évolution de la société internationale à l'horizon d'une dizaine d'années. En 2015, la population mondiale devrait comprendre de l'ordre de 7,2 milliards d'individus contre 6,2 en 2009. La quasi-totalité de cet accroissement proviendra des pays du Sud et d'Asie, où d'ores et déjà six pays (Chine, Inde, Indonésie, Pakistan, Bangladesh et Japon) représentent la moitié de la population mondiale. D'un point de vue strictement stratégique et militaire, trois phénomènes de nature démographique auront acquis une importance particulière dans la décennie à venir.

Le premier tient à la baisse généralisée de la démographie dans le monde industrialisé. Certains pays voient même leur population décroître (Allemagne, Russie, Italie, Espagne...), avec une compétition très forte entre le recrutement des effectifs militaires, le secteur industriel et celui des services ; la part de la population active se réduira par rapport à celle de la population dépendante. La ressource en hommes deviendra pour toutes les armées occidentales plus rare et donc plus coûteuse ; ce sera en particulier le cas des armées professionnelles. Cette concurrence sera aggravée par la pression accrue que subissent les dépenses militaires du fait des charges budgétaires entraînées par le poids de la dette publique et le vieillissement des populations, augmentant le poids des dépenses de santé ou des pensions de retraite.

Deuxième phénomène, dans de très nombreuses zones, en particulier en Afrique et au Proche-Orient, des quantités énormes d'hommes jeunes arriveront en âge de travailler sans pouvoir trouver une embauche, ce qui formera des masses considérables d'individus désœuvrés et mobilisables pour des aventures où la violence pourrait jouer une part importante. Cela signifie en particulier que la présence de forces occidentales dans le cadre de missions de soutien à la paix pourrait devenir de plus en plus risquée et reposer sur un dispositif militaire beaucoup plus lourd que celui généralement déployé aujourd'hui pour ce type d'opérations. Contrairement aux idées reçues, des matériels lourds devront être utilisés : ils seront nécessaires pour se prémunir contre les risques ambiants, mais aussi pour passer rapidement d'une posture de maintien de la paix à une posture de combats de moyenne/haute intensité. En outre, la présence sur un théâtre devra être relativement courte au risque de connaître une situation « à l'iraquienne ». Les structures de force limitées – optimisées pour des opérations de projection – dont disposent les Etats occidentaux ne se prêtent pas au déploiement d'effectifs nombreux dans la durée : le « *nation building* » par la voie militaire se heurte à d'étroites limites dans le temps, comme le montrent les exemples iraquien et afghan.

Le troisième et dernier phénomène intéressant la défense et qui est en lien direct avec les perspectives démographiques des décennies à venir tient au développement de vastes zones urbanisées. Le plus souvent, la croissance des zones urbaines se fera de façon plus ou

moins anarchique, avec des risques de crises nées de processus de fragmentation ou de ghettos d'origine économique, ethnique ou religieuse. Dans les pays du Sud à forte croissance démographique, plus de 50 % de la population vivront dans des zones urbaines – il s'agira d'une population jeune (en 2009, dans la plupart des villes du Proche-Orient, la moitié de la population a moins de vingt ans) –, où les conditions d'emploi des forces poseront des problèmes tout à fait spécifiques (Le Caire, Lagos, Mumbai et Djakarta avoisinent les 20 millions d'habitants). A ces évolutions démographiques sources de préoccupations correspondra une forte compétition dans l'accès aux ressources naturelles.

La course aux ressources hydriques et aux matières premières et énergétiques pourrait accroître la compétition entre nations et déboucher, le cas échéant, sur des tensions interétatiques et sur des conflits internes. S'agissant des ressources en eau, il convient de noter que plus de deux cents bassins fluviaux s'étendent chacun sur plusieurs Etats et 13 grands fleuves et lacs sont partagés entre 100 pays. L'accès à l'eau pose d'ores et déjà des problèmes majeurs dans les mégalo-poles du Sud. Pour ce qui est du pétrole, le développement des économies chinoise et indienne va considérablement augmenter la demande, alors même que les ressources sont limitées. Le ratio importation sur consommation va ainsi passer d'ici 2015 de 45 % actuellement à 58 % pour l'Amérique du Nord, de 23 à 77 % pour la Chine et de 58 à 92 % pour l'Inde. Entre nations « développées », d'autres compétitions se font jour, notamment pour l'accès aux terres rares. Cette concurrence s'est accélérée au cours de l'année 2010. La Chine, en rétorsion à un incident opposant un chalutier chinois aux gardes-côtes japonais, a cessé momentanément ses exportations de terres rares vers le Japon, pour les reprendre en septembre de la même année ; exportatrice d'environ 95 % des ces « terres rares »<sup>14</sup>, qui proviennent pour une bonne partie d'entre elles de Mongolie intérieure, où leur exploitation confine trop souvent au désastre écologique, la Chine a décidé à la fin 2010 d'augmenter de 10 % leur taxe à l'exportation – la faisant passer à 25 % de leur prix ; outre cette mesure, les autorités chinoises ont également diminué de 40 % les quotas d'exportation de ces terres rares accordés à 31 compagnies (dont 9 non chinoises), décision qu'ils entendent reconduire en 2011. La réaction viendra du monde des affaires bien avant celui des politiques, au demeurant largement impotents. La firme japonaise Sumotomo se préparait, début 2011, à acquérir des parts d'une société américaine (Molycorp) spécialisée dans les métaux rares, qui avait fermé ses exploitations californiennes<sup>15</sup>.

La Chine bouleverse donc les lignes de fracture traditionnelles. En devenant, par les mécanismes des échanges commerciaux, la seule puissance ayant la masse critique pour agir sur la totalité du monde globalisé, sa trajectoire décline la force militaire comme facteur prioritaire de puissance.

## LE DECLASSEMENT DU ROLE DE L'INSTRUMENT MILITAIRE

Ce monde fini et encombré n'est pas exempt de tensions, lesquelles peuvent se manifester par des éruptions de fièvre nécessitant pour leur résorption l'usage de la force militaire. Les risques d'affrontements interétatiques cohabiteront vraisemblablement avec des risques de prolifération d'Etats « effondrés ». Un certain nombre de pays se révèlent de moins en moins capables de prendre en charge les besoins de développement de leur population et la

---

<sup>14</sup> Les métaux rares sont utilisés, par exemple, dans l'industrie électronique (écrans à cristaux liquides, semi-conducteurs, etc.), dans le domaine médical et, bien sûr, dans le domaine militaire. Cf. « Les métaux rares, une ressource trop peu recyclée », *Le Monde*, 27 oct. 2010.

<sup>15</sup> Sumotomo importera notamment du cerium, du lanthanum et du neodymium.

complexité de la mise en œuvre de mesures visant à éviter l'apparition de forces centrifuges. Ces Etats se caractérisent par une désorganisation interne, des conflits interethniques ou religieux, une insuffisance de développement économique et une classe dirigeante corrompue. En leur sein se développeront des « zones grises », que le pouvoir central ne contrôlera plus et qui pourront offrir aux mafias et aux groupes terroristes des havres de sécurité où ils pourront prospérer, comme l'a déjà démontré le cas de l'Afghanistan. La menace que fait peser le terrorisme sur les Etats prend ainsi un double aspect : celui de l'éventuelle existence de sanctuaires, sur le territoire d'Etats effondrés hébergeant des groupes terroristes dont la neutralisation pourrait nécessiter une action militaire ciblée et de vive force, comme l'ont montré les interventions françaises au Sahel ; celui de la menace interne, qui ressortira davantage de l'action des services de renseignement, de la police, etc. que de celle des forces armées.

Néanmoins, les bouleversements de toute nature provoqués ou induits par la mondialisation imposent de s'interroger sur la place et la fonction de l'outil militaire : en quoi et comment modifie-t-elle son rôle ? comment les bouleversements inhérents à la mondialisation viennent-ils modifier les paramètres et les repères traditionnels qui servaient à définir les politiques de défense ? La fin des grandes idéologies, la mise en cause des repères traditionnels (patrie, nation, etc.), l'existence de nouvelles formes d'allégeance (groupes, régions, mouvement transnationaux, etc.), l'apparition de nouvelles normes sociétales, les bouleversements dans les moyens de communication de masse transforment le rôle des appareils militaires. L'usage de la force militaire dans ce monde encombré mais plus unifié que jamais se pose d'une façon toute nouvelle. Le caractère « traditionnel » de l'outil militaire demeure du fait même de la structuration de l'espace international autour des Etats. Les plus puissants d'entre eux trouvent dans leurs capacités militaires la source de leur influence et le moyen de se prémunir contre des menaces dont ils estiment qu'elles pourraient porter atteinte à leur intégrité.

De ce point de vue, trois attitudes apparaissent parmi les puissances qui comptent militairement. La première, unique, est incarnée par les Etats-Unis, qui sont, de loin, les plus prodigues pour leur défense puisqu'à eux seuls ils représentent de l'ordre de 50 % de la dépense militaire mondiale. Sous l'effet des attentats de 2001 et des guerres consécutives d'Iraq et d'Afghanistan, le budget militaire américain a pratiquement doublé : « *le robinet des dépenses* » a été ouvert en grand, comme l'a souligné le secrétaire à la Défense Robert Gates<sup>16</sup>. A dépenser sans trop compter, l'appareil de défense américain est devenu extrêmement difficile à réformer tant les intérêts acquis de toute nature sont puissants, à commencer par ceux du complexe industriel et militaire, qui propose des matériels aux coûts exorbitants, contraignant le Pentagone à réduire les commandes unitaires dans des proportions substantielles<sup>17</sup>. Robert Gates évoquait également une question dont la résolution ou l'absence de résolution aura des répercussions considérables à terme sur la posture et sur les engagements militaires américains : un Etat ne peut être fort militairement qu'en due proportion de sa richesse économique et de la situation de ses finances publiques.

Le deuxième modèle concerne un certain nombre d'Etats, à commencer par l'Inde et la Chine, qui restent dans une posture de défense de frontières, même si la délimitation de celles-là prend, dans le cas de la Chine, une dimension qui s'étend considérablement en mer de Chine méridionale et commence à déborder sur l'océan Indien. Les Etats qui s'inscrivent dans ce modèle cherchent à rattraper un retard organisationnel et technique considérable. Il

---

<sup>16</sup> Robert GATES, Discours tenu à la Eisenhower Library, Abilene (Kansas, Etats-Unis), 8 mai 2010.

<sup>17</sup> Robert Gates cite, dans son discours d'Abilene, les destroyers DDG-1000 que la marine américaine souhaitait commander en 32 exemplaires. Ils se sont avérés si coûteux qu'elle n'en obtiendra, en définitive, que trois.

est douteux, en tout cas à un horizon prévisible, qu'ils prennent pour modèle celui des Etats-Unis qu'ils voient, d'une certaine façon, s'épuiser dans des aventures extérieures coûteuses et aux résultats si incertains que, pour l'Iraq, le président Obama a fini par donner le signal de départ annoncé pour 2014 pour ce qui est de l'Afghanistan. Cependant, la combinaison de l'essor économique de la Chine avec la modernisation de ses forces armées inquiète ses voisins, en particulier Tokyo : au Japon, face à la montée en puissance de la Chine et des contentieux territoriaux qui opposent les deux pays en mer de Chine méridionale (îles Senkaku pour les Japonais<sup>18</sup>, îles Diaoyu pour les Chinois), le gouvernement a décidé de nouvelles mesures en matière de défense dans le cadre d'un plan quinquennal qui, adopté en décembre 2010, organise le basculement des moyens de défense du nord de l'archipel (Hokkaido) au profit du Sud (archipel Nansei et Kyushu, dont dépendent les îles Senkaku). Le Japon a, semble-t-il, été particulièrement alarmé par le passage, en avril 2010, d'une flotte de dix navires et sous-marins de guerre chinois entre l'île principale d'Okinawa et les îles Miyakojima : en route pour le Pacifique, cette escadre se serait livrée à des manœuvres réputées « provocantes » de la part des autorités japonaises. Cependant, parmi les mesures annoncées par le plan quinquennal de défense, il est à retenir celle qui consiste à intégrer davantage entre elles les forces terrestres, aériennes et navales japonaises. Le processus d'interarmisation qui se dessine pourrait préfigurer un changement substantiel de la posture de défense japonaise, avec la recréation d'un état-major intégré. Cette réorientation « silencieuse » trouve sans doute aussi son origine dans la diminution de la crédibilité de l'extension de la dissuasion nucléaire américaine à ses alliés asiatiques du fait de la place acquise par la Chine à l'échelle internationale. Perte de crédibilité qui pourrait, le moment venu et si la situation l'exigeait, faire du Japon une puissance nucléaire militaire.

Troisième modèle : la posture d'attente. C'est un modèle d'attente dans la mesure où il ne vise pas à la mise sur pied de l'ensemble des forces nécessaires pour mener un combat de forte intensité. Il doit se comprendre davantage comme une solution destinée à posséder tous les ingrédients technologiques, organisationnels, structurels, conceptuels et humains nécessaires à une montée en puissance de l'outil militaire. L'entraînement et la formation des chefs, des officiers et des hommes doivent être au cœur de ce modèle. La guerre est une activité qui impose de posséder un savoir intellectuel, des méthodes de préparation des opérations de haute intensité et de maîtriser des organisations complexes. Pour qu'il fonctionne, le modèle « reconstitution » suppose une beaucoup plus grande proximité, voire une fusion entre les activités de préparation des instruments et de définition des concepts d'emploi.

En tout état de cause, les interventions militaires prendront, dans les années à venir, une nouvelle dimension. D'une façon certaine, celles d'Iraq et d'Afghanistan en indiquent les limites : enlisement et opacité des objectifs politiques à atteindre au fur et à mesure que l'intervention armée s'installe dans la durée. Dès lors se pose la question d'une politique militaire pour défendre quoi. Dans le cas des pays européens, par exemple, entre 1960 et 1990, les politiques militaires s'inscrivaient dans un cadre clairement défini : une défense nationale fondée sur la dissuasion – apportée par les Etats-Unis –, appuyée par une armée de conscription, équipée de moyens fournis par une industrie d'armement nationale et dans les limites de l'Alliance atlantique. Autrement dit, la clarté du modèle découlait d'un projet politique jugé légitime, recueillant l'assentiment de la classe politique dans son ensemble ainsi que du corps social dans chaque pays européen. Les arguments de droit utilisés pour justifier aujourd'hui toute intervention contiennent à l'évidence une part de vérité, mais ils sont souvent justifiés par des arguments assez sommaires. La justification de l'emploi de la force

---

<sup>18</sup> Les îles Senkaku ont été incorporées au Japon en 1895, après la guerre victorieuse du Japon contre l'Empire chinois. Ces îles sont cependant revendiquées comme appartenant à la Chine tant par Pékin que par Taiwan.

au nom du droit est une constante dans l'histoire moderne de l'Occident. C'est par exemple Louis XIV expliquant, à propos des nombreuses guerres menées sous son règne : « *j'ai toujours voulu attendre que ce fut la justice qui mît les armes à la main* ». Bien plus tard, le président du Conseil, Viviani, déclarait à la Chambre, le 4 août 1914, que la France se battait « *pour la liberté et le droit* ». Clemenceau tiendra en 1918 un discours similaire, qui n'aurait d'ailleurs pas détonné dans des circonstances beaucoup plus récentes : « *la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'Idéal* »<sup>19</sup>. La société internationale se transforme dans un sens qui, en tout cas jusqu'à présent, réduit le rôle du militaire. Les valeurs qui ont cours dans les sociétés occidentales se sont en effet considérablement transformées. On pensait que cette transformation touchait essentiellement à la sphère privée, alors que, avec la mondialisation, c'était une nouvelle *Weltanschauung* qui se dessinait imperceptiblement. L'histoire montre les conséquences d'une telle attitude : c'est ainsi qu'une des grandes puissances européennes, Venise, a vu progressivement sa population et ses dirigeants plus disposés à la paix qu'à la guerre et penser qu'à toute ambition il fallait préférer le bonheur et qu'il était juste de « *jouir des doux fruits de la paix qui est le véritable but vers lequel doivent tendre les institutions et les opérations militaires* »<sup>20</sup>.

## UN MONDE PLUS UNI

Le développement des échanges en quelques décennies, la circulation d'énormes quantités de populations soit par l'effet du tourisme de masse, de la globalisation de l'économie et, plus malheureusement, des mouvements migratoires liés aux catastrophes naturelles ou aux guerres ont fini par faire franchir un seuil qualitatif à l'humanité qui vient bouleverser les traditionnels canons des relations internationales. Les technologies de l'information ont fait émerger une conscience planétaire, comme en attestent les mouvements liés à la préservation de l'environnement. En 1991, année où le parti du Congrès perd le pouvoir en Inde, après 44 ans de règne sans partage, le nombre d'abonnés à une ligne de téléphone fixe ne dépassait pas 5 millions de personnes. En 2001, seulement 4 millions d'abonnés pouvaient utiliser un mobile ; ils étaient 690 millions en 2010<sup>21</sup> et 747 millions de portables étaient en service en Chine (614 millions dans l'UE et 286 millions aux Etats-Unis). Cet essor s'accompagne de celui de l'usage d'Internet, avec (en 2008) plus d'1,6 milliard d'internautes, dont 45 % se trouvaient dans des pays émergents ou apparentés (Chine, 302 millions d'utilisateurs ; Inde, 81 ; Brésil, 65 ; Indonésie, 30 ; Iran, 8,2 ; Vietnam, 23,3 ; Pakistan, 20,4). L'Union européenne, quant à elle, comptait le plus grand nombre d'internautes avec 305 millions d'abonnés. La Chine a compris l'importance du phénomène et cherche à accéder à la nouvelle génération de standard Internet (IPV6), qui lui offrira des milliards d'adresses alors qu'elle s'était fait distancer par les Etats-Unis pour le standard précédent (IPV4)<sup>22</sup>.

Sans en exagérer l'importance ni minimiser ses dangers, une identité mondiale s'est développée sur le Net, notamment à travers les réseaux sociaux comme Facebook, dont le créateur, Mark Zuckerberg, a été désigné « personnalité de l'année » par le magazine américain *Time*, qui conférait ainsi cette « distinction » à un homme de 26 ans, le plus jeune

---

<sup>19</sup> Discours à la Chambre des députés, 11 nov. 1918.

<sup>20</sup> Paolo Paruta, historiographe de Venise cité par Frederic LANE, *Venise, une République maritime*, Flammarion, Paris, 1985.

<sup>21</sup> « Court expands India telecom license probe », *The Wall Street Journal*, 17-19 déc. 2010.

<sup>22</sup> Cette réflexion est tirée d'une note, « La Chine dans les relations internationales ou le choix pragmatique d'une approche indirecte », de Loïc Batel, ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration, anciennement chef du bureau Asie au ministère de l'Environnement et de l'Énergie.

sélectionné depuis Charles Lindbergh en 1927. Les technologies de l'information permettent de rapprocher les cultures et de développer des sentiments d'appartenance nouveaux. C'est ainsi, par exemple, que le marché du divertissement en Asie fait éclater les frontières politiques et les barrières culturelles. Jay Chou, le chanteur de pop le plus à la mode à Taiwan, s'apprêtait, au début de 2011, à faire une tournée de concert à Zhengzhou, Xi'an, Hefei et Chengdu. La comédie dramatique philippine « Tayong Dalawa » est devenu un énorme succès commercial à Singapour et fait une percée dans une vingtaine de pays d'Asie. Au total, le chiffre d'affaire du marché du divertissement (hors Japon) a été multiplié par deux depuis 2005 et représentait en 2009 un chiffre d'affaires de 183 milliards de dollars, qui devrait être de l'ordre de 286 milliards en 2014<sup>23</sup>. Ce phénomène déborde d'Asie puisque, par exemple, un complexe Disney Land va être construit à Shanghai pour ouvrir ses portes en 2015 et recevoir, selon les prévisions, 30 millions de visiteurs par an.

Un monde unifié est aussi un monde où l'humanité partage l'interrogation quant aux fins dernières qu'une partie d'entre elle cherche dans le recours à la religion. Les Chinois participent à ce mouvement : selon différents sondages d'opinion, réalisés par des organismes indépendants ou même officiels, 31,44 % des Chinois de 16 ans et plus sont « religieux ». Le Panthéon de la Chine contemporaine, symbolisé par l'énorme portrait de Mao Tsé Toung sur la place Rouge flanqué de la statue de Sun Yat Tsen, ne vient-il pas de s'enrichir, au début 2011, de celle de Confucius ? Monde unifié où la solidarité n'est plus une exclusivité occidentale : la Chine participe d'une façon soutenue aux opérations de maintien de la paix en envoyant des hommes en Côte-d'Ivoire (UNOCI), au Liban (UNIFIL), au Liberia (UNMIL), en RDC (MONUC), au Soudan (UNAMID et UNAMIS), au Timor-Leste (UNMIT), ainsi que dans le Sahara occidental (MINURSO) ; elle était, début 2010, le 14<sup>e</sup> contributeur aux opérations de maintien de la paix, avec des effectifs engagés supérieurs à ceux de la France, du Royaume-Uni ou des Etats-Unis. De la même façon, elle accroît sa contribution aux opérations d'assistance humanitaire avec au moins dix opérations depuis 2002, dont l'envoi d'une mission – certes modeste – de sauvetage à Haïti après le tremblement de terre de janvier 2010, et elle est une des rares puissances à mettre en œuvre un navire-hôpital (classe Anwei).

\* \*

\*

« Il faut dire oui à notre temps. On ne s'en tirera pas avec un retour en arrière, avec une volte-face »<sup>24</sup>... Une vision pessimiste de la mondialisation s'arrête à certains de ses effets perturbant ou aux lacunes des pays autoritaires que la nature de leur régime n'empêche pas de participer au processus de globalisation. Elle révèle aussi nos propres lacunes. Ne seraient-elles pas liées à une forme de myopie nous empêchant de voir les contours de ce nouveau monde qui s'esquisse sous nos yeux ? Lors de leur contact avec la modernité, sous l'effet de l'arrivée des Européens en Extrême-Orient, la Chine refusa d'en saisir les conséquences pour se réformer et s'enfonça dans le marasme. Tandis que la Chine se borne à subir le contact des Occidentaux, le Japon se met à leur école et se modernise en moins de vingt ans. Assisterait-on à une inversion du cours de l'histoire, où Européens et Américains s'arc-bouteraient sur leurs anciennes prérogatives ?

<sup>23</sup> « Asia exporting content to Asia », *The Nikkei Weekly*, 13 déc. 2010.

<sup>24</sup> Romano GUARDINI, *op. cit.*

La mondialisation porte bien davantage que ses dimensions financières et économiques ne le laissent entrapercevoir. A ce phénomène objectif s'ajoute l'effet de la transformation du mode de fonctionnement de la société internationale, où de nouveaux centres de pouvoir et d'influence (Internet, organisations non gouvernementales, etc.) viennent participer, à côté des Etats, à la bataille d'idées pour promouvoir leurs objectifs et peser sur les choix politiques et stratégiques qui, il y a encore quelques décennies, étaient du seul domaine des responsables politiques. En ce sens, elle est aussi riche de beaucoup d'espairs, pour autant que les « logiciens » de compréhension des nouvelles réalités internationales soient imaginés et acceptés. Il est clair que, dans ce processus, des acteurs qui ne sont pas pour autant de nouveaux acteurs, si on regarde le temps long de l'histoire, réclament leur part de responsabilité et le droit à participer aux évolutions des rapports internationaux et des normes qui les régissent.

Le XXI<sup>e</sup> siècle a commencé avec des enjeux d'une nature très différente de ceux du siècle précédent. Le comprendre, s'est s'adapter en acceptant un « logiciel » radicalement différent de celui qui régissait la période passée. « A vin nouveau, outre nouvelle » ! On peut se prendre à rêver de l'effet du message – s'il était écouté – de la première organisation mondialisée historiquement, l'Eglise catholique, dont les deux papes Jean-Paul II et Benoît XVI appellent à la mise en place d'une « *Autorité politique mondiale* », car : « *le développement intégral des peuples et la collaboration internationale exigent que soit institué un degré supérieur d'organisation à l'échelle internationale de type subsidiaire pour la gouvernance de la mondialisation et que soit finalement mis en place un ordre social conforme à l'ordre moral et au lien entre les sphères morale et sociale, entre le politique et la sphère économique et civile que prévoyait déjà le Statut des Nations Unies* »<sup>25</sup>.